

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Des moyens de pression ont eu lieu samedi

Ras-le-bol du temps supplémentaire obligatoire : les policiers de la Sureté du Québec mobilisés, une première depuis 15 ans!

Sainte-Julie, le 19 septembre 2022 — Partout à travers le Québec samedi, des policières et des policiers ont dit non au temps supplémentaire à la demande de *l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ)*. Les directions ont une fois de plus utilisé le temps supplémentaire obligatoire (TSO) à la suite des refus de travailler en surtemps. Aucun territoire n'a été mis à découvert, mais à plusieurs endroits, les minimums d'effectifs n'ont pas été respectés, comme ce fut le cas à maintes reprises cet été sans mot d'ordre de l'association.

Rappelons que ces mesures de mobilisation, les premières depuis 15 ans, ont été demandées aux membres de l'APPQ après la suspension, le 10 septembre dernier, des négociations entourant le renouvellement du contrat de travail qui est échu depuis le 31 mars 2022. L'APPQ déplore l'attitude du gouvernement qui refuse de considérer adéquatement et à sa juste valeur, le statut de police nationale des policières et policiers de la Sûreté du Québec. « Je tiens à le répéter : notre but n'est pas de mettre la population en danger, aucunement, mais le gouvernement doit comprendre la réalité des membres de l'APPQ, reconnaître leur statut de police nationale et le considérer dans ses offres. Actuellement, le gouvernement fait la sourde oreille! », lance Dominic Ricard, président de l'APPQ.

Le mode de gestion utilisé par les directions utilisant le TSO mène plusieurs membres à l'épuisement. Rappelons que la création de plusieurs nouvelles escouades et les demandes d'assistance aux municipalités, dont Montréal, impactent les membres de la Sûreté du Québec. Cette situation fait en sorte que les troupes sur le terrain sur l'ensemble du territoire québécois sont grandement déficitaires et cela occasionne du TSO depuis plusieurs mois. « Au cours des derniers jours, j'ai reçu des dizaines de témoignages. Les membres sont complètement épuisés. Ce sont des humains, avec des familles, des enfants, et une santé à préserver. Des membres que je ne connais même pas personnellement m'écrivent ou m'appellent pour dire qu'ils nous appuient dans nos demandes de mobilisation parce qu'ils n'en peuvent plus. J'ai aussi reçu l'appui de plusieurs officiers et différentes directions de corps de police municipaux à travers la province. Tout le monde nous dit de ne pas lâcher et nous encourage à aller au bout de nos demandes envers gouvernement. Chose certaine, je ne laisserai pas tomber mes membres ! », ajoute M. Ricard.

Les prochaines semaines seront cruciales pour l'Association et ses membres. Si les choses n'avancent pas, d'autres moyens de pression sont évalués par le comité de négociation.

Rappelons en terminant que l'Association a en main des solutions aux enjeux importants déjà convenus avec l'employeur, comme les difficultés d'attraction et de rétention du personnel, mais ne peut les mettre en application actuellement si le Secrétariat du Conseil du Trésor continue de faire traîner en longueur les négociations sur le plan monétaire.

À PROPOS DE L'ASSOCIATION DES POLICIÈRES ET POLICIERS PROVINCIAUX DU QUÉBEC

L'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ) est le plus important syndicat policier au Québec avec ses 5 700 membres. L'APPQ a comme mission de promouvoir le bien-être général de ses membres et de voir leurs intérêts économiques, sociaux, moraux et intellectuels, en conformité avec la Loi des syndicats professionnels. Les valeurs de l'Association sont l'union, la solidité, le dynamisme, la force et le respect. La devise de l'APPQ est « S'unir pour progresser ». L'APPQ a grandi et prospéré à travers des luttes pour la reconnaissance de ses droits et est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, une association occupant une place importante dans le syndicalisme policier québécois, et même canadien.







-30 -

Source:

Dominic Ricard, président APPQ

Information et gestion des entrevues :

Annik Bousquet BEAUDOIN relations publiques

Cell: 819 699-9347